

préférence à laquelle ils avaient droit. En 1962, on a ainsi supprimé graduellement bien des dépenses. Mais voici ce que l'éditorial en dit:

Quant à geler, pour le moment du moins, le nombre des employés, c'est le rapport de l'auditeur général qui l'a rendu nécessaire—rapport déposé à la Chambre le jour même où le projet de loi sur l'impôt de M. Sharp a été défait. L'auditeur général a signalé que les frais administratifs généraux du gouvernement avaient augmenté de 60 p. 100 environ depuis 1962-1963, et que les ministères, les sociétés de la Couronne et autres organismes comptaient 18,788 employés de plus pendant l'année terminée le 31 mars 1967 que l'année précédente.

Un gouvernement ne peut donner l'exemple et enrayer l'inflation quand il dépense autant et compte autant d'employés.

Il se peut fort bien que M. Sharp ait fait pour le mieux, compte tenu des courants contraires au sein d'un cabinet gravement divisé—un cabinet si partagé en matière de politique économique qu'il lui est impossible depuis des années de trouver des mesures efficaces contre l'inflation. Le gouvernement a besoin de l'appui de tous dans tout ce qu'il pourra faire pour maîtriser la crise financière.

Le ministre sait mieux que l'éditorialiste si l'allusion aux courants contraires dans un cabinet gravement partagé est fondée. Par ailleurs, nous pouvons signaler le fait que le ministre se rend souvent à New York et à Washington visiter notre grand voisin amical et prospère. C'est la chose la plus naturelle à faire pour lui, et là, il discute de questions financières. Mais quand il s'y rend, on doit sûrement lui demander: «Que dire du bonhomme chez vous, qui ne veut pas de nous au Canada? Que dire du président de votre Conseil privé qui dit que vous devriez racheter le Canada et qui ne veut pas de nous»? Que dit-il quand on lui pose cette question et qu'il doit y répondre? Ce doit être très difficile d'y répondre. Voilà qui nous donne une idée de la division au sein de cabinet. Voilà qui explique en grande partie le manque de confiance du public à l'endroit du cabinet.

● (4.20 p.m.)

M. Blakely, l'éminent courriériste parlementaire, a écrit ce qui suit dans la *Gazette* d'hier, à propos des tendances inflationnistes:

... en octobre dernier, les tendances inflationnistes (qui n'ont certainement pas perdu de leur vigueur depuis) étaient déjà inquiétantes au point que M. Sharp a pensé qu'il n'avait rien à perdre et tout à gagner en faisant appel aux principes directeurs... je veux dire à la modération volontaire. Il avait même choisi, du moins en théorie, le moment d'agir.

En somme, tous les Canadiens sont conscients de l'inflation. Je ne crois pas que le gouvernement ait songé suffisamment aux moyens de réduire les dépenses. Pour l'année courante se terminant le 31 mars 1968, on ne

saurait réduire assez les dépenses pour rétablir la confiance dans notre pays. Il faut songer aux dépenses de l'an prochain. Rien ne sert de dire que l'accroissement des dépenses de l'an prochain a été ramené de 6 milliards et demi de dollars à 6 milliards, ce qui représente une économie. Ces chiffres ne représentent rien de tel, et le prétendre est absurde.

Je blâme le gouvernement d'avoir omis d'indiquer aux Canadiens comment combattre l'inflation. Les ministres des Finances se sont toujours vantés de notre prospérité; mais le ministre actuel, dont les vues sont plus larges que celles de son prédécesseur, a admis que notre prospérité remontait à 1961. Selon son prédécesseur, elle datait du jour de 1963 où les libéraux ont accédé au pouvoir. C'était là son avis. Néanmoins, le ministre actuel, homme d'une certaine stature, a dit que notre prospérité remontait au gouvernement précédent, en 1961. Nous avons eu de bonnes années et c'est pourquoi je disais tout à l'heure que nous aurions dû réduire nos dépenses publiques quand le secteur privé de l'économie pouvait s'occuper de la situation. Le gouvernement aurait dû équilibrer son budget et rester en dehors des marchés monétaires; il n'aurait pas dû faire concurrence au secteur privé, du côté des matériaux et de la main-d'œuvre.

Si le gouvernement avait équilibré son budget au cours des bonnes années et n'avait pas fait appel aux marchés monétaires, son crédit serait excellent à l'heure actuelle. S'il avait eu besoin d'argent dans les moments difficiles, il aurait pu en emprunter. Nous n'en sommes pas encore aux années difficiles, mais elles viendront peut-être. Selon la Bible, nous pouvons nous attendre à sept années d'abondance suivies de sept années qui ne sont pas tellement bonnes. Je ne prétends pas que nous aurons sept années mauvaises, mais comme nous avons eu sept années d'abondance, nous pouvons nous attendre à de moins bonnes années à l'avenir.

J'espère que le ministre des Finances nous dira, quand bon lui semblera, pourquoi à l'époque des bonnes années, le gouvernement n'a pas pris des mesures en prévision des mauvais jours inévitables. Une telle négligence est la preuve d'un manque de sens de direction. J'accuse le gouvernement de ne pas avoir imprimé la direction voulue, et c'est une accusation qu'il mérite. Le gouvernement est entré en concurrence avec l'industrie privée dans le domaine de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'argent. Personne ne conteste au gouvernement le droit de gouverner, bien que beaucoup mettent en doute sa compétence dans sa façon de gouverner. (*Applaudissements*)

[L'hon. M. Flemming.]